

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Investissements publics et privés

Travaux d'élaboration du PNIASAN 3ème génération

L'élaboration du Plan National d'Investissements Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), 3ème génération a ... • (Page 11)

Formation supérieure

Remise de diplômes aux étudiants de l'UMA

La Maison des jeunes et loisirs de Goho à Abomey a servi de cadre le 03 septembre 2022 à la remise de diplômes de Licences et Masters à l'interne aux étudiants de ... • (Page 11)

Défis climatiques

Le Bénin à l'assaut de la finance verte

• (Page 03) Echanges commerciaux

96,4% du riz thaïlandais importé au Bénin en 2021

L'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSTAT) a rendu publiques, les statistiques annuelles ... • (Page 10)

Industrialisation

Le Niger, le Tchad et la Guinée à la découverte de la GDIZ

Après la délégation de la BOAD, la GDIZ a enregistré, mercredi 22 septembre 2022, la ... • (Page 02)

Energies renouvelables

700.000 emplois en plus dans le monde en un an

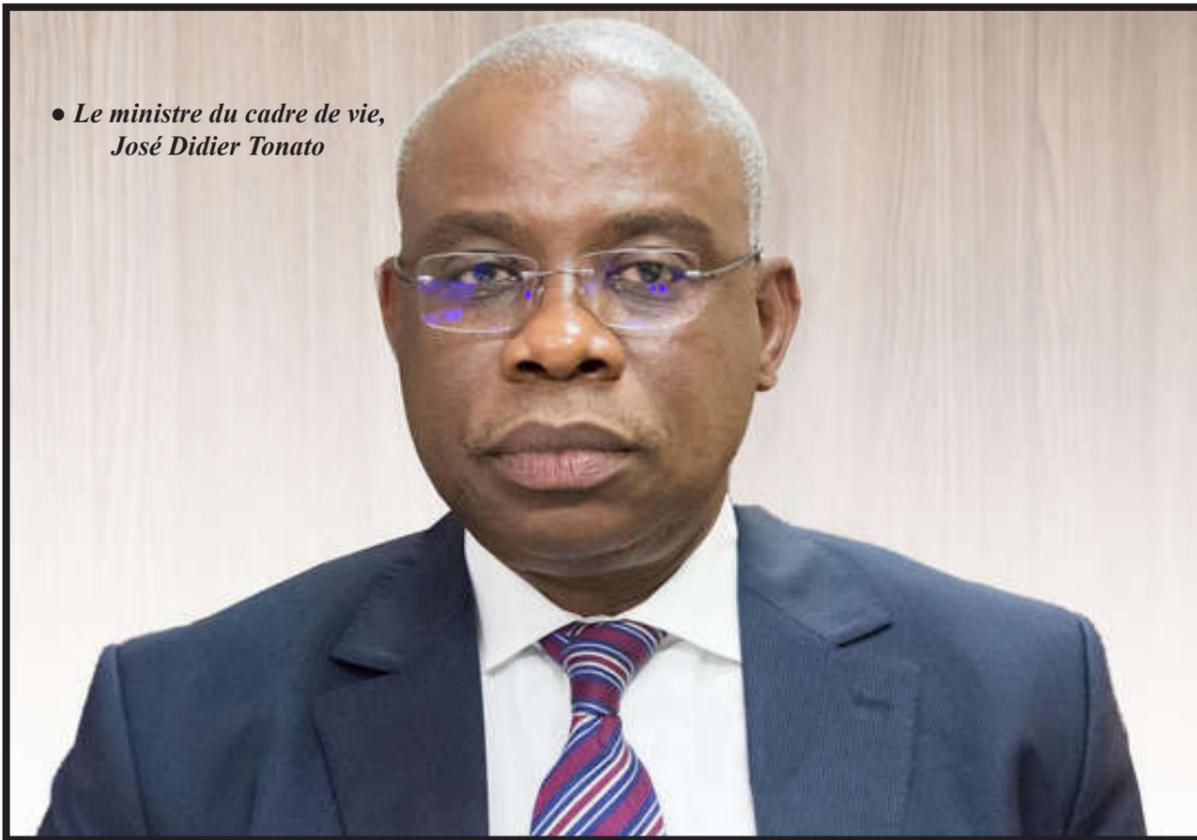
Le développement des différentes formes d'énergies renouvelables dans le monde a permis la création de 700.000 emplois l'an dernier, malgré « les effets persistants du ... • (Page 06)

4ème Révolution Industrielle

L'Afrique est-elle prête à changer son destin ?

L'amélioration des opportunités d'emploi en Afrique est un enjeu majeur de la politique de développement, et compte tenu du nombre de jeunes Africains qui devraient entrer ... • (Page 04)

• Le ministre du cadre de vie, José Didier Tonato



Renforcement du potentiel de croissance

• (Page 10)

La Banque Mondiale alloue plus de 100 milliards FCFA au Bénin



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Industrialisation en Afrique de l'Ouest

Le Niger, le Tchad et la Guinée à la découverte de la GDIZ

Après la délégation de la BOAD, la GDIZ a enregistré, mercredi 22 septembre 2022, la visite de trois délégations de pays africains dont le Niger, le Tchad et la Guinée. Il s'agit pour les différentes délégations de s'inspirer du modèle du Bénin en matière de promotion de l'industrie.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Bien que toute nouvelle par rapport à nombre de plateformes industrielles dans la sous-région et en Afrique, la Zone industrielle de Glo-Djigbé de par son originalité inspire les pays africains qui veulent franchir le pas de l'industrialisation. Prévoyant la mise en place d'une industrie agro-pastorale pour mieux tirer profit de leur filière d'oignon de Betail-Viande, de cuir et peau, une délégation nigérienne s'est déplacée, mercredi 21 septembre 2022, sur le site de la Zone économique de Glo-Djigbé pour s'imprégner du modèle de ce projet qui, en l'intervalle d'un an, a battu le record d'un des meilleurs projets de transformation économique sur le continent africain. A l'image du Niger qui rêve d'un pôle industriel, le Tchad et la Guinée se sont également portés vers l'équipe de la GDIZ pour découvrir les fondements de ce modèle industriel unique au monde. Les trois délégations ont été accueillies par le Directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX), Laurent Gangbès et les responsables de la société en charge de l'aménagement du site, la SIPI-Bénin. Pour cette visite d'imprégnation, les dif-



• Echange du DG APIEX avec les délégations

férents piliers de la zone, le cadre de gouvernance, le niveau de mise en œuvre des travaux, la procédure d'installation des investisseurs, les infrastructures prévues ainsi que les avantages douaniers, commerciaux, fiscaux et sociaux ont été présentés aux délégations des trois pays qui, comme le Bénin, pourraient bientôt lancer leur pôle industriel avec l'appui du Groupe Arise. Passée la phase de présentation et de questions d'éclaircissement, les trois délégations sont allées constater la matérialisation à travers les installations en cours ainsi que le centre de formation aux métiers du textile qui, à ce jour, a déjà impacté plus de 2 mille jeunes, hommes et femmes. Il est à noter que la délégation du Niger conduite par Amadou Allahoury, ministre, conseiller spécial du président

et coordonnateur du programme agricole du Niger était composée de l'ancien ministre de l'Industrie du Niger, Amirou Malam Zaneidou; du représentant du Niger au Nepad à Johannesburg, Ibrahim Gourouza Magagi. Pour le compte du Tchad et de la Guinée, on note Amadou Adoum Forteye, l'ancien ministre tchadien ; Balla Mamady Camara, directeur national de l'industrie de la Guinée Conakry et Koly Kone, directeur général adjoint AGESPI (Agence d'Aménagement et de Gestion des parcs industriels (Guinée Conakry). A noter que ces échanges ont connu la participation de Elhadji Ndane Diagne, Senior General Manager Arise (Tchad, Niger, Guinée Conakry, Guinée Bissau) et du directeur de partenariat d'Arise Tchad, Hassane Arabi Abdelrazic.

AUX DECIDEURS...

Jubilé d'étain et de maturité !

Le Quotidien L'économiste du Bénin célèbre son jubilé d'étain en cette année. L'organe spécialisé dans la publication des informations économiques, financières et boursières accède désormais à l'adolescence, si sa vie était comparable à celle d'un être humain. La première décennie dans la vie d'une entreprise correspond à la phase de l'incertitude, des hésitations, mais aussi de la foi. Dix ans après, les facteurs essentiels à la construction et à la survie d'une entreprise sont connus et maîtrisés pour laisser éclore des perspectives plus ambitieuses et plus dynamiques.

L'adolescence comprise entre 10 ans et 20 ans est une période de croissance qui met fin à l'enfance. C'est la période de l'affirmation de soi. Dans la vie d'une entreprise, la deuxième décennie est celle de l'affirmation de la marque. Elle appelle à plus d'engagement, de courage et d'abnégation.

Le jubilé d'étain, au-delà de son caractère festif, offre l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur le chemin parcouru et d'envisager l'avenir avec plus de détermination, de persévérance et de foi. C'est à l'aune de ces considérations que le journal peut enchaîner encore plus de succès qui pourront être contés à l'occasion du jubilé de porcelaine, du jubilé d'argent, du jubilé d'or, du jubilé de diamant...

En attendant la célébration future de ces années jubilaires, les acteurs des médias et les consommateurs des produits de la presse sont unanimes que L'économiste du Bénin a fait du chemin et que le bilan en dix ans est satisfaisant. Aux antipodes de l'adolescence encore caractérisée par des agitations stériles dues à la puberté, la nouvelle décennie de L'économiste du Bénin est celle de la maturité. « Le forum de l'économiste » qui est l'une des activités inscrites au programme des activités traduit indubitablement les ambitions d'un journal enclin à la perfection et à l'innovation.

Point de doute, les ambitions de Léonard Dossou, le promoteur du journal sont bien connues. C'est d'abord de préserver les acquis en maintenant le pari de la parution régulière dans un espace médiatique béninois qui s'atrophie. Car, très peu de quotidiens aujourd'hui paraissent 5 jours/5. C'est de toujours veiller à ce que le contenu informationnel soit dense et alléchant. Mais en plus c'est de poursuivre l'extension du journal dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Ces défis de l'heure, sont bien à la portée du journal qui en 10 ans s'est illustré agréablement sur le continent. En 10 Ans d'existence, L'économiste du Bénin a été remarqué sur le plan national et international. A titre illustratif, on peut citer : Lauréat au PME Awards du Salon d'Affaires et de partage des Banques et PME de l'UEMOA, en novembre 2020 ; dans la catégorie « Manager PME » ; la distinction en novembre 2021 du Directeur Général, Léonard DOSSOU parmi les personnalités ayant transformé l'économie africaine par Financial Afrik Awards. L'élection du Directeur Général comme Coordonnateur de la Plateforme des Médias de l'UEMOA en 2021.

En 10 ans d'existence, le journal a bâti son ancrage institutionnel pour avoir une audience au sein des institutions étatiques du Bénin, des Agences du Système des Nations-Unies, des représentations diplomatiques et consulaires accréditées au Bénin. Le journal entretient d'excellentes relations de collaboration avec des organisations régionales et sous-régionales ainsi que leurs structures techniques déconcentrées telles que l'UEMOA, la CEDEAO, la BCEAO, la BOAD, la BAD. Beaucoup d'autres structures régionales telles que BRVM, FAPEF, FAGACE, CREPMF coopèrent avec L'économiste du Bénin, de même que les institutions de Brettons Woods : FMI et Banque Mondiale. L'économiste du Bénin collabore aussi avec les assurances, les Banques, les partenaires sociaux, le Patronat et plusieurs autres structures publiques, parapubliques ou privées dont les activités concourent au développement et au bien-être des populations.

C'est donc fort de ce capital de confiance que L'économiste du Bénin aborde la nouvelle décennie de sa maturité qui augure encore des lendemains meilleurs pour une lecture de L'économiste en support papier et en version électronique.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Uemoa : La monnaie électronique a le vent en poupe, les fraudes aussi

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) a publié son rapport semestriel de surveillance des moyens et services de paiement à fin décembre 2021. Le document révèle une hausse en valeur des opérations de monnaie électronique, mais également des fraudes dont le montant aura presque quadruplé sur un an. Selon le rapport de 12 pages, le nombre d'opérations de monnaie électronique durant le second semestre 2021 est ressorti à 2,97 milliards évalué à 35.649,93 milliards de F CFA contre 2,42 milliards représentant une valeur de 25.465,57 milliards de F CFA le semestre précédent.

Défis climatiques

Le Bénin à l'assaut de la finance verte

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement posent aujourd'hui des défis importants et les risques seront plus grands à moyen et long termes. Face à l'urgence d'action, le Bénin multiplie ses chances pour bénéficier des solutions innovantes ainsi que de la dynamique de financements des institutions de développement.

• **Félicienne HOUËSSOU**

Les pays africains comptent pour moins de 4 % des émissions de gaz à effet de serre, mais subissent les pires effets du changement climatique. Ainsi, le Bénin comme la plupart des pays africains se retrouve confronté à un double défi : relancer la croissance économique après la pandémie du Covid-19, tout en donnant la priorité à la résilience climatique et à la transition vers une économie verte. Si la résilience climatique s'impose en raison de la recrudescence des catastrophes naturelles, une transition juste vers une économie verte est plus urgente que jamais pour la croissance économique et pour le marché de l'emploi. Sécheresses, inondations frappent de plus en plus durement le pays. Au titre de l'année en cours, de fortes précipitations ont causé une montée des eaux au Bénin et des inondations dans plusieurs villes du pays. La cellule de prévision et d'alerte actualise chaque jour son bulletin avec des niveaux de relevés d'eau qui inquiètent. Près d'un million de personnes se retrouvent sous la menace des inondations. L'eau est montée dans les bassins des fleuves jusqu'à 9 mètres, le pic enregistré à Zagnanado. À une centaine de kilomètres de Zagnanado, il a été signalé le balayage d'une cinquantaine de cases par les eaux faisant de nombreux sans-abris. Des planteurs ont perdu plusieurs hectares de leurs récoltes, plusieurs pistes menant dans les champs sont inaccessibles, englouties par les eaux. Selon le ministre de l'Intérieur, l'alerte peut rapidement virer au rouge. La situation ne se limite pas à ces cinq communes et pourrait s'étendre à plusieurs autres en raison de la montée des eaux dans les bassins des fleuves. Les priorités pour le Bénin concernent donc l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique.

Des obligations vertes et bleues à émettre

L'engagement du Bénin sur la finance climatique est axé sur le Programme d'action du gouvernement et sur le document des Contributions dé-

terminées nationales (CDN). Le pays fait d'ailleurs partie des premiers à finaliser dès 2017 son document de CDN. Ces documents actualisés après la réélection du président Talon en 2021 et l'élaboration du cadre d'action pour les Objectifs de développement durable (Odds) ont été d'une importance capitale. Ces instruments ont permis au Bénin d'être le premier pays africain à faire une émission d'obligations internationales dédiées au financement de projets à fort impact sur l'atteinte des ODD en juillet 2021. L'émission d'obligations internationales dédiées au financement de projets à fort impact sur l'atteinte des ODD des Nations-Unies a permis de mobiliser un montant de 328 milliards de Fcfa, avec une échéance de remboursement fixée à 2035. D'après le ministre d'Etat en charge de l'Economie et des Finances, Romuald Wadagni, les fonds mobilisés serviront exclusivement au financement de divers projets à caractère social et environnemental contribuant aux engagements du Bénin pour l'atteinte des ODD. En avril 2022, African Guarantee Fund pour les petites et moyennes entreprises (AGF) a accordé une ligne de garantie de portefeuille d'un montant total de 1,6 milliard de F CFA à Ecobank Bénin pour accompagner les PME, l'entrepreneuriat féminin et l'économie verte au Bénin. En janvier 2021, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a lancé la première obligation à objectif de développement durable du continent, dite obligation verte. L'opération a permis de lever 750 millions d'euros, sur une maturité de douze ans, au taux très attractif de 2,75 %, bien inférieur au prix du marché. Les ressources collectées sont investies dans des projets à fort impact social et environnemental, en accord avec les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Les secteurs prioritaires couvrent l'agriculture et la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, les infrastructures de base, la santé, l'éducation et l'habitat social.

Des défis colossaux

Lors de la 6e édition de la Green finance conférence tenue à Cotonou, Jules Ngankam, directeur général groupe African Guarantee Fund a déploré de grandes disparités. Chaque année, 300 milliards de dollars



• **Le ministre du cadre de vie, José Didier Tonato**

d'émissions vertes sont émis dans le monde. L'Afrique n'en capte que 1 %. « Quand on est un pays pauvre et qu'on a la pression de sa population pour fournir de l'électricité, la tentation d'avoir une centrale qui marche au fioul lourd est forte malheureusement. De l'autre côté, on ne peut pas passer d'un coût d'investissements de 750 000 à 2 millions d'euros pour

un Mégawatt. C'est plus que le double », fait remarquer Romuald Wadagni à la même occasion. Pour lui, les financements ne sont pas faciles à mobiliser pour une centrale à gaz, dans le cadre de la transition. Les coûts d'investissements pour la transition verte en Afrique sont élevés. Aujourd'hui pour produire un Mégawatt d'électricité à base du fioul

lourd, le coût de revient est d'environ 750 000 euros. Il faut un million d'euros pour une centrale à gaz et 2 millions d'euros pour le solaire. Au Bénin, l'économie verte englobe des activités dans des domaines variés allant de l'agro-alimentaire aux énergies en passant par la gestion des déchets, l'eau, la santé et le tourisme. Pour répondre au triple objectifs environ-

nemental, social et de rentabilité économique, les actions vertes nécessitent de gros investissements ou engendrent des coûts de production significatifs. Par exemple les énergies renouvelables nécessitent des investissements initiaux importants bien que leurs coûts d'exploitation soient faibles contrairement aux énergies fossiles. D'une part, le secteur privé est sollicité pour financer des projets résilients face au changement climatique en Afrique. Il y a des opportunités d'investissements à saisir pour créer la résilience. D'autre part, les difficultés de l'économie verte sont liées à l'accès aux financements ou à des pratiques de taux d'intérêt élevés à causes des réticences des investisseurs face à des risques élevés. Pour favoriser la rentabilité des investissements dans l'économie verte, des efforts financiers et une révision des modèles de développement sont importantes. Les dispositions financières et fiscales qui pour l'instant pénalisent le développement de cette économie peuvent être transformées en facteurs favorables à ce dernier.

Les opportunités de financement de l'économie verte

Les activités vertes créent de nouveaux marchés et permettent la création d'emplois. La transition vers une économie verte plus qu'un simple maintien du statu quo ou des politiques publiques entravant ne pourrait qu'améliorer la croissance économique. Ainsi, plusieurs instruments économiques ont vu le jour notamment le mécanisme de développement propre et le marché carbone découlant du protocole de Kyoto. Le secteur financier est essentiel pour permettre cette transition car il peut fournir des capitaux et des mécanismes efficaces de partage des risques. L'intégration d'une logique de transition juste dans les opérations du secteur financier peut générer des résultats sociaux et environnementaux positifs, tout en minimisant et en traitant les conséquences négatives potentielles telles que les actifs bloqués, les pertes d'emplois et le déclin de l'économie locale. Des institutions financières publiques, des fonds souverains et des banques de développement ont commencé à orienter une partie de leurs investissements dans l'économie verte favorisant son développement bien qu'il soit encore modeste. Le Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique (AATIF), l'une des collaborations de longue date de l'OIT avec des investisseurs à impact, cherche à financer les entreprises agricoles qui envisagent des activités d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Dans le cadre de cet engagement, l'AATIF a récemment mis à jour son cadre de mesure d'impact pour inclure une dimension environnementale qui contient des indicateurs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. A travers une assistance technique, l'AATIF accompagne ses entreprises détenues dans la compréhension et la gestion des risques climatiques dans leurs activités. Par exemple, l'AATIF aide les institutions financières à entreprendre une analyse des risques climatiques de leurs portefeuilles de prêts afin de comprendre les impacts potentiels du changement climatique sur leur portefeuille de prêts. L'objectif est de développer des solutions pour identifier, adapter et atténuer les risques potentiels, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur les divulgations liées au climat.

En décembre 2021, la Banque a lancé l'Initiative pour une transition juste, qui bénéficie de l'appui des Fonds d'investissement climatiques. Dans ce cadre, des consultations seront menées avec les parties prenantes africaines, afin d'établir un consensus autour d'une définition pratique d'une transition juste qui puisse être véritablement mise en place. En marge de la Semaine africaine du climat, Gareth Phillips, responsable du financement du climat et de l'environnement à la Banque africaine de développement, a insisté sur la nécessité de considérer la transition juste d'un point de vue africain et de veiller à ce qu'elle soit pertinente pour tous les Africains. « La Banque africaine de développement appuiera la contribution de l'Afrique à la lutte contre le changement climatique et à la limitation du réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2 – et idéalement – à 1,5 degré Celsius, pour qu'elle soit juste et inclusive, et ainsi répondre aux préoccupations sociales, de genre, économiques et environnementales du continent », a-t-il déclaré devant un parterre d'acteurs régionaux. La Banque africaine de développement, en partenariat avec le Centre mondial pour l'adaptation, a pour ambition de continuer à financer très fortement les actions d'adaptation et de résilience climatiques, en y consacrant, d'ici à 2025, jusqu'à 25 milliards de dollars, dont environ 12,5 milliards tirés de ses fonds propres. Compte tenu de son niveau d'engagement financier en faveur du climat en Afrique, la Banque a été choisie pour accueillir le bureau régional africain du Centre mondial pour l'adaptation. La BAD a développé une large gamme d'instruments financiers pour permettre les investissements dans l'action climatique. Il s'agit des prêts, des garanties partielles de risque et de crédit, des obligations vertes, des lignes de crédit vertes aux institutions financières et techniques qui soutiennent le secteur privé. La Banque fournit également des financements climat, notamment via le Fonds d'énergie durable pour l'Afrique (SEFA), un fonds spécial multi-donateurs qui fournit un financement catalytique pour appuyer les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables.

4^{ème} Révolution Industrielle

L'Afrique est-elle prête à changer son destin ?

L'amélioration des opportunités d'emploi en Afrique est un enjeu majeur de la politique de développement, et compte tenu du nombre de jeunes Africains qui devraient entrer sur le marché du travail au cours des deux prochaines décennies, cela reste sans aucun doute une préoccupation.

● Issa SIKITI DA SILVA

Cette réflexion émane de Louise Fox et le professeur Landry Signé, deux éminents experts de la Brookings Institution, un think-tank américain basé à Washington. Dans un continent où les inégalités sociales auraient atteint des proportions alarmantes, trois pays - l'Afrique du Sud (34,4%), la Namibie (33,4%) et le Nigeria (33,3%) - se distinguent parmi les autres à cause de leurs taux de chômage décrits par Bloomberg comme les plus élevés au monde. Mais depuis un certain temps, la Quatrième Révolution Industrielle (4RI) a commencé à frapper à la porte du continent, apportant le message qu'il lui apporte une solution « magique » à son problème chronique de chômage. Dans un rapport publié en mars 2022 par la Brookings' Africa Growth Initiative, Landry Signé et Louise Fox suggèrent que le déploiement de la technologie 4IR pourrait conduire à la création de nouveaux emplois salariés, pour la plupart formels, pour la main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les services, où plutôt que d'être économe en main-d'œuvre (comme dans le secteur manufacturier), la technologie complète la main-d'œuvre. « L'utilisation de la technologie numérique et de la 4RI pourrait également améliorer les revenus dans le secteur informel, réduisant ainsi le risque d'aggravation des inégalités de revenus associées aux primes de compétences dans le secteur formel », indique le rapport intitulé « From Subsistence to Disruptive Innovation : Africa, the Fourth Industrial Revolution, and the Future of Jobs ». Cependant, la route menant à ce grand rêve semble longue

et glissante, car certains afro-pessimistes prédisent déjà que le continent pourrait être incapable de s'offrir le billet de ce voyage de la 4RI car il serait « trop coûteux » et roulerait « à grande vitesse ». Et c'est à cause de ce que certains observateurs qualifient de « défis insurmontables » ou quelque chose comme ça.

Landry Signé et Louise Fox citent des problèmes et des défis tels que l'absence de politiques publiques, la faiblesse de gouvernance, les mauvaises structures réglementaires de l'Afrique qui découragent l'entrée et la croissance des entreprises, ainsi que la bureaucratie excessive et la corruption qui découragent les investissements nationaux et étrangers. A en croire ces deux experts, il existe également des problèmes tels que ses lacunes dans les infrastructures physiques et numériques et l'accès limité à la technologie, l'accès au financement, et le manque de compétences adéquates.

Problèmes épineux

Dans une interview accordée exclusivement à l'Economiste du Bénin, Poorva Karkare, responsable des politiques au Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), a déclaré qu'il n'était pas certain que les technologies 4IR atteindront cet exploit. « La question qu'on doit se poser est de savoir si réellement ces technologies vont résoudre les problèmes épineux auxquels les pays en développement sont confrontés compte tenu de leur contexte spécifique ». « Même les pays à revenu intermédiaire comme l'Afrique du Sud ont des difficultés à mettre en place des conditions favorables pour profiter des opportunités que présentent ces nouvelles technologies », souligne cette



experte d'origine indienne basée à Maastricht, aux Pays-Bas. Premièrement, poursuit-elle, les décideurs politiques doivent bien comprendre le contexte de leur pays et cette première étape est nécessaire pour espérer atteindre ces objectifs. « Après un tel diagnostic et l'identification de ces problèmes, des solutions peuvent alors être recherchées dans la technologie 4IR, ou toute autre technologie si elle aide à résoudre le problème identifié. « Les décideurs politiques ne doivent pas être distraits par les véritables défis de la transformation structurelle qui va amener à atteindre les objectifs de création d'emplois, de fourniture de services - y compris la santé, l'éducation et les infrastructures et tant d'autres. Sinon, il y a un risque qu'ils mettent en œuvre des solutions et essaient ensuite d'adapter leurs problèmes plutôt que l'inverse ». A en croire cette économiste spécialisée en développement, la diffusion des technologies et la récolte de leurs avantages nécessiteront une grande coordination entre le gouvernement ainsi que le secteur privé et la vaste société civile, qui ont tous des mandats et des intérêts différents. De son côté, Dr Bruce Byiers, économiste du développement et respon-

sable de l'économie régionale africaine à l'ECDPM, a dit à l'Economiste du Bénin que les technologies 4IR étaient un domaine très nouveau où le secteur privé est en avance sur la courbe et où les gouvernements ont du mal à trouver comment promouvoir les investissements tout en les réglementant. Par conséquent, soutient Karkare, avant de se lancer dans un projet d'une telle ampleur où le secteur privé est bien en avance, les gouvernements doivent s'engager dans une consultation plus étroite avec le secteur privé. « Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas dans de nombreux pays. Il n'y a tout simplement pas de plateforme où un dialogue franc et honnête pourrait avoir lieu en dehors des grandes entreprises qui peuvent avoir un accès direct aux décideurs », regrette Poorva Karkare.

Une technologie trop chère ?

Cependant, avoir les meilleures politiques en place et s'engager dans une consultation franche et fructueuse avec toutes les parties ne signifie pas nécessairement que l'accès au financement sera garanti. Selon Landry Signé et Louise Fox, la technologie 4IR coûte cher et les coûts fixes élevés doivent être financés. Malheureusement, déplorent-ils, l'accès

au financement est l'un des plus grands défis pour les entreprises de haute technologie, non seulement pour l'acquisition de technologies mais aussi pour la mise à l'échelle des opérations. Selon Shireen Ramjoo, une spécialiste experte en technologie, le bilan de l'Afrique en matière de soutien et de développement des start-ups est une histoire malheureuse.

« Je pense qu'à cause de cela, la plupart des start-ups technologiques échouent, et l'importance de créer des opportunités pour plus de financement n'est pas davantage privilégiée, même si c'est un secteur qui a besoin d'une grande injection financière pour prospérer. En effet, certains pays ont encore une législation en place qui n'est pas avant-gardiste et adaptative, qui interdit et entrave également la croissance de ces entreprises », déplore la PDG de Liquid Crypto-Money, une start-up basée à Johannesburg. Considérés avec plus de prudence par les investisseurs, les investissements financiers lourds des entreprises innovantes africaines sont parfois difficiles à supporter, et actuellement seul 20% des PME africaines sont éligibles au crédit bancaire et 87% des start-ups n'ont pas accès au financement, selon l'Agence Française de Développement (AFD). Ramjoo exhorte les secteurs privé et public à travailler ensemble pour concevoir des plans visant à soutenir et à développer les start-ups. « Cela permettra d'encourager davantage l'augmentation des budgets financiers dans cette filière. Un taux de réussite plus élevé au cours de la durée de vie des start-ups pourrait également encourager les investisseurs en capital-risque à investir davantage dans ce secteur

», affirme cette experte sud-africaine. Selon l'AFD, un soutien technique et financier approprié et le renforcement d'un écosystème favorable sont essentiels pour encourager l'entrepreneuriat innovant sur le continent africain. Par ailleurs, la gouvernance est également un autre problème qui pourrait faire reculer la 4RI sur le continent. La faiblesse de la gouvernance et les structures réglementaires médiocres de l'Afrique découragent actuellement l'entrée et la croissance des entreprises, qui sont une condition préalable à la transformation économique. Chloe Teevan, responsable de l'économie numérique et de la gouvernance à l'ECDPM, a déclaré que la révolution numérique a donné lieu à une multitude de défis supplémentaires en matière de gouvernance, car une multitude de réglementations et de politiques supplémentaires sont nécessaires pour répondre aux nouveaux défis que pose la révolution numérique. « Par exemple, les lois sur la protection des données et les stratégies de cybersécurité sont essentielles pour les investisseurs dans les industries numériques et même pour l'industrie 4.0 au sens large, qui utilisera de plus en plus des technologies telles que l'Intelligence Artificielle (AI), afin d'augmenter la productivité », explique-t-elle. « À l'heure actuelle, on estime que l'Afrique perd jusqu'à 4 milliards de dollars à cause de la cybercriminalité chaque année. Les politiciens sont conscients de ce défi (par exemple, la déclaration de Lomé sur la cybersécurité), mais s'attaquer à ces problèmes nécessite également des investissements dans les capacités et les infrastructures », renchérit Chloe Teevan.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région

Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019

Fonds de Garantie Automobile du Bénin

DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?

- L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.
- L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.
- La victime est blessée ou décédée.
- L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.
- L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.



Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.

Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Enquête

La moitié des Français possède un patrimoine supérieur à 128.000 euros

Un Français adulte sur deux possède plus de 128.000 euros de patrimoine, selon le Global Wealth Report publié par le Crédit Suisse ce mardi. Cette somme est en effet le patrimoine médian en France, ce qui veut dire que la moitié de la population possède plus et l'autre moins, rapporte BFMTV. Le patrimoine médian français a ainsi augmenté de 9 % par rapport à 2020. L'an dernier, le patrimoine moyen était de son côté de 280.000 euros, un chiffre tiré vers le haut par les grandes fortunes françaises. Ce patrimoine est composé à 60 % d'actifs immobiliers et à 40 % d'actifs financiers, une spécificité bien française par rapport, par exemple, à la Suisse et au Royaume-Uni.

Des inégalités de richesse en profondeur



Les Français bénéficient ainsi d'un patrimoine médian plus important que dans d'autres pays en meilleure santé économique. En Allemagne par exemple, le patrimoine médian dépasse un peu les 62.500 euros. Aux Etats-Unis, il est de 94.400 euros. Ainsi, un Français est virtuellement 2,3 fois plus « riche » qu'un Allemand et 1,5 fois « plus riche » qu'un Américain, résume BFMTV. Cette différence s'explique par une

meilleure répartition des richesses en France, selon le rapport. Les 1 % le plus aisés représentent 22,3 % de la fortune totale, alors qu'ils en concentrent 31,7 % en Allemagne et 35,1 % aux Etats-Unis. Les pays où le patrimoine médian est le plus faible sont l'Inde (3.338 euros), le Brésil (3.848 euros), l'Indonésie (4.900 euros) et la Russie (6.463 euros).

20 minutes

Energies renouvelables

700.000 emplois en plus dans le monde en un an

Le développement des différentes formes d'énergies renouvelables dans le monde a permis la création de 700.000 emplois l'an dernier, malgré « les effets persistants du Covid-19 et la montée de la crise énergétique », a annoncé jeudi l'agence internationale des énergies renouvelables (IRENA).

Au total, le nombre d'emplois dans le secteur mondial des énergies renouvelables (solaire, éolien, hydroélectrique, biocarburants, biogaz, géothermie) a atteint 12,7 millions en 2021 contre 7,28 millions il y a dix ans (2012) et 12 millions en 2020, les deux tiers se trouvant en Asie. Au total, la Chine seule représente 42 % des emplois du secteur, l'Union Européenne et le Brésil pesant pour 10 % chacun, les Etats-Unis et l'Inde 7 %, indique l'Irena dans son rapport. Le principal secteur en expansion est l'énergie photovoltaïque qui emploie quelque 4,3 millions de personnes dans le monde. Sur ce total, la Chine a représenté 40 % des nouveaux projets solaires, suivie par les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil et l'Allemagne.

La quasi-totalité (96 %) des fabricants de semi-conducteurs (plaquette ou wafer



en anglais) restent basés en Chine, où ils bénéficient de soutiens gouvernementaux importants, note l'Irena. Le secteur des biocarburants emploie 2,4 millions de personnes dans le monde, dont beaucoup dans des complexes agro-industriels, celui de l'hydroélectricité 2,35 millions.

La Chine reste le plus gros employeur

L'énergie éolienne emploie 1,37 million de personnes au total, aussi bien pour la fabrication que pour l'exploitation des champs éoliens. Ils ont augmenté la capacité de production mondiale de 93 GW l'an passé, indique le rapport, réalisé en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans ce secteur, la Chine représente 48 % du total des emplois, et l'Asie au total 57 %, suivie par l'Europe

(25 %), les Etats-Unis (16 %). L'Afrique et l'Océanie représentent 2 % des emplois. Par pays, trois pays européens sont dans le top 10, l'Allemagne en deuxième position derrière la Chine, le Danemark (7e), et le Royaume-Uni (8e). L'Europe est leader dans l'installation de champs éoliens en mer qui nécessitent des installations plus complexes qu'à terre, des câbles sous-marins. L'exploitation de la biomasse solide emploie 716.000 personnes, le biogaz 307.000 et la géothermie 196.000. L'Irena table sur une poursuite de l'augmentation des salariés dans le secteur des énergies renouvelables, à 38,2 millions au total d'ici 2030, au fur et à mesure de la montée des investissements dans l'efficacité énergétique, les véhicules électriques ou l'hydrogène.

20 minutes

Rapport

Les investissements en capital-risque en Afrique profitent surtout aux entreprises dirigées par des non-Africains

De plus en plus considéré comme une terre d'opportunités, le continent africain attire depuis quelques années des investisseurs du monde entier qui décident de faire confiance aux jeunes entreprises. Toutefois selon les auteurs d'un rapport, seule une minorité des startups qui captent ces investissements sont dirigées par des Africains. Le cabinet de conseil en intelligence économique Songhai Advisory, axé sur les opportunités qu'offre l'Afrique subsaharienne, s'est penché sur la question des bénéficiaires réels des investissements en capital-risque effectués en Afrique. Il a publié ce mois d'août 2022, avec EchoVC, un rapport intitulé Where does the funding go? Après avoir précisé qu'en Afrique, en 2021, le montant global des investissements en capital-risque a atteint entre 4,3 et 5 milliards de dollars US, le document indique que la majorité de ces fonds sont captés par des startups dirigées par des non-africains. La proportion de PDG africains noirs ayant réussi des opérations en 2021 ne s'élevait qu'à 28%. 31% des équipes de direction gagnantes étaient noires africaines. Si ce pourcentage semble toutefois varier selon les secteurs d'activités, il traduit la faiblesse de l'environnement des affaires dans de nombreux pays. Selon les auteurs, les causes profondes de cette disparité seraient liées à l'absence de financement préliminaire (famille, amis), à la méconnaissance des réseaux d'affaires ou des codes du monde de l'investissement ainsi qu'à une faible expérience commerciale. Tout en précisant que des incubateurs se mettent en place sur le continent pour faire face à cette situation, les auteurs expliquent que de nombreux chefs de start-ups africaines peinent à s'adapter aux exigences du marché. Ainsi, une solution alternative pourrait être que les investisseurs renforcent les réseaux locaux en faisant passer leurs investissements par des structures africaines.



Compétences numériques

Digify Africa lance les inscriptions pour un nouveau cours en ligne



Dans le but d'encourager la participation des jeunes à l'économie numérique, la plateforme Digify Africa a annoncé un cours en ligne sur les compétences numériques. Celles-ci sont indispensables pour accroître l'employabilité des jeunes. Digify Africa, un fournisseur d'éducation numérique en Afrique, a annoncé le lancement de Digify Pro Online, un nouveau cours en ligne gratuit sur les compétences numériques. Un appel à candidatures a été lancé à cet effet. Le cours propose des formations en marketing numérique, médias sociaux, stratégie numérique, introduction à la stratégie de contenu, publicité payante, prise de décision basée sur les données, introduction au commerce électronique et conception Web avec WordPress et le numérique. Digify Pro Online vise à promouvoir la participation des jeunes à l'économie numérique, grâce à des programmes axés sur l'impact. Le cours qui se tiendra du 3 octobre au 2 décembre est ouvert aux jeunes ayant entre 18 à 30 ans, en particulier ceux sans emploi qui veulent augmenter leur chance d'en trouver un. Les apprenants peuvent se former à leur rythme. Le contenu du cours est accessible via ordinateur portable, tablette ou téléphone portable. Le modèle pédagogique est basé sur un apprentissage interactif qui permet de tester ses connaissances et d'acquérir des compétences pratiques dans le numérique. A la fin du cours, les apprenants recevront un certificat professionnel et des opportunités d'emploi. Les candidatures seront closes le lundi 26 septembre.

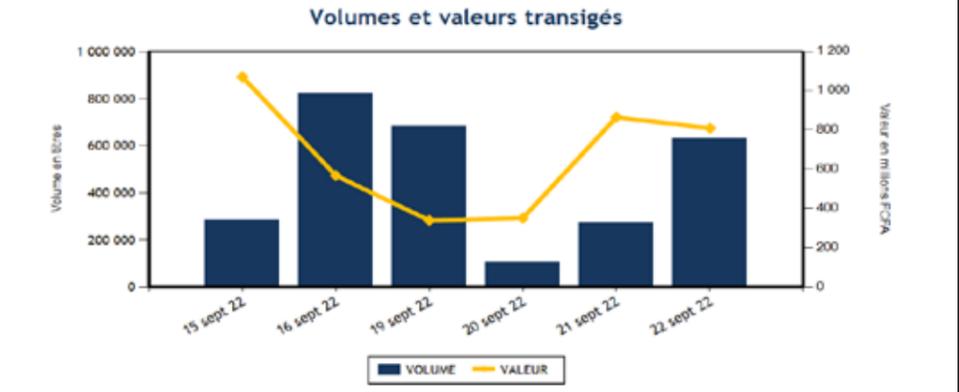
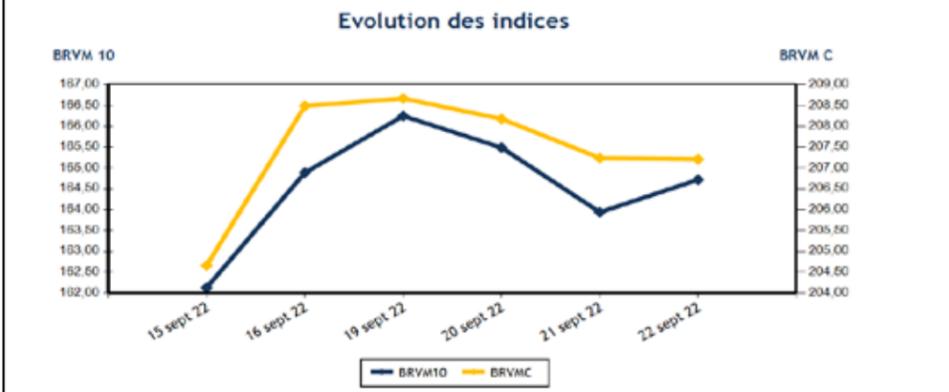
Maroc

Les banques ont augmenté les coûts d'accès aux devises étrangères

Les agents économiques sont surpris de la situation, car la Banque centrale rassure sur la disponibilité des réserves de change. Mais le niveau de l'offre est en baisse par rapport à celui de la même période en 2021, et le marché anticiperait une augmentation de la demande. Les coûts d'accès aux devises fixés par les banques à leur clientèle sont en augmentation au Maroc, apprend-on des médias locaux. La différence entre le prix de transfert moyen de la Banque centrale et celui appliqué sur ce marché s'est hissé à 3%, selon le site Internet Media 24. Une situation qui survient alors que selon des données de la Banque centrale, la position des réserves de change est confortable pour les banques et l'ensemble du pays au jeudi 15 septembre, dernière période de mise à jour. Il semble cependant que la disponibilité de l'offre en devise ne suffit pas à stabiliser les prix, en vertu de la théorie économique sur la loi de l'offre et de la demande selon laquelle l'abondance de l'offre d'un produit fait baisser son prix. Les acteurs marocains du marché monétaire font désormais des anticipations. Certains experts relayés par des médias marocains parlent des effets d'une dépréciation du dirham marocain, en raison de la hausse du dollar américain, tirée par un niveau historique d'inflation aux Etats-Unis. D'autres parlent de la poursuite de l'inflation mondiale qui fait anticiper un risque de forte demande en devises. Ce qui devrait se traduire par des hausses des frais de change. Pour d'autres encore, les banques qui sont en train de perdre de l'argent sur les rendements effectifs des obligations, en raison de l'inflation au Maroc, souhaitent renforcer leurs revenus sur les frais de change.

Ecofin du 22 Septembre 2022

BRVM 10 164,72	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite 207,21
Variation Jour ↑ 0,48 %	jeudi 22 septembre 2022	Variation Jour ↓ -0,01 %
Variation annuelle ↑ 7,30 %	N° 182	Variation annuelle ↑ 2,44 %
Site : www.brvm.org		



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	6 237 444 448 628	-0,01 %
Volume échangé (Actions & Droits)	619 956	130,64 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	711 648 725	-9,78 %
Nombre de titres transigés	44	4,76 %
Nombre de titres en hausse	10	0,00 %
Nombre de titres en baisse	16	-11,11 %
Nombre de titres inchangés	18	28,57 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 282 415 483 800	0,00 %
Volume échangé	9 957	30,45 %
Valeur transigée (FCFA)	97 650 731	27,98 %
Nombre de titres transigés	9	125,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	8	166,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	745	7,19 %	-16,76 %
SAFCA CI (SAFC)	740	6,47 %	-12,94 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 110	5,71 %	15,63 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	19	5,56 %	5,56 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	895	4,07 %	-24,79 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 525	-5,57 %	2,69 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	705	-5,37 %	-7,84 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 700	-2,63 %	-11,69 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	13 600	-2,09 %	28,36 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 800	-1,90 %	-16,19 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	106,14	-0,20 %	-3,61 %	83 045	63 703 045	26,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	476,45	0,00 %	6,15 %	19 572	126 182 725	9,62
BRVM - FINANCES	15	78,26	-0,17 %	1,47 %	482 251	373 075 090	7,54
BRVM - TRANSPORT	2	449,10	0,00 %	-27,81 %	645	1 147 750	7,20
BRVM - AGRICULTURE	5	301,46	0,00 %	23,90 %	20 532	115 879 270	5,80
BRVM - DISTRIBUTION	7	381,86	0,97 %	-6,28 %	13 785	31 484 745	27,98
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 727,43	-1,75 %	91,78 %	126	176 100	16,81
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,18	
Taux de rendement moyen du marché	7,19	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,54	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	104	
Volume moyen annuel par séance	1 056 347,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 524 212 811,76	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	14,55	
Ratio moyen de satisfaction	5,99	
Ratio moyen de tendance	41,19	
Ratio moyen de couverture	242,77	
Taux de rotation moyen du marché	0,06	
Prime de risque du marché	6,32	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BRVM
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Palais de Commerce de Cotonou
Tél : (229) 21 31 23 25
Fax : (229) 21 31 50 77

BRVM
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Palais de Commerce de Cotonou
Tél : (229) 21 31 23 25
Fax : (229) 21 31 50 77

COTE D'IVOIRE
Chambre Régionale des Valeurs Mobilières
Palais 18 Avenue Joseph Krouha
24 BP 8001 Abidjan 01
Tél : (229) 20 21 50 30
Fax : (229) 20 21 47 77

Senegal
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services du Sénégal
Avenue Pasteur Niakhar
104 BP Niakhar
Tél : (229) 50 18 87 Fax : (229) 50 18 88

Senegal
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
du Niger, Place de la Liberté
BP 11 200 Niakhar
Tél : (229) 21 31 23 25
Fax : (229) 21 31 50 77

Senegal
7, rue Jean Sarrat
BP 8888, Dakar - Sénégal
Tél : (229) 20 821 10 18
Fax : (229) 20 821 10 18

Senegal
4871, Boulevard G. KASSI-KOUMASSI Fatick,
Dakar BP 118
Tél : (229) 21 31 23 25
Fax : (229) 21 31 50 77

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Septembre 2022
Vendredi 2 Septembre 2022
Mardi 6 Septembre 2022
Samedi 10 Septembre 2022
Mercredi 14 Septembre 2022
Dimanche 18 Septembre 2022
Jeudi 22 Septembre 2022
Lundi 26 Septembre 2022
Vendredi 30 Septembre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 20/09/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 20 Septembre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 20 Septembre 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
		Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
		Gobada	Gobada	lundi
		Savè	Savè	lundi
		Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
Donga	Bénin	Bénin	jeudi	
	Tokotoko	Tokotoko	lundi	

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Lion Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Vierge Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Poissons Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU

Rédacteur en chef
Calixte ADIYETON

(66 232 545)

(Br. Borgou/Alibori)
Jules Daniel Mahuto

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

(Correspondant Zou-colline)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidosessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Echanges commerciaux

96,4% du riz thaïlandais importé au Bénin en 2021

(La production du riz béninois en souffrance)

L'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD) a rendu publiques, les statistiques annuelles sur le commerce international de biens du Bénin au titre de l'année 2021. Selon le rapport, le riz est le produit le plus importé. 309,3 milliards de FCFA pour les importations de riz au Bénin.

● Abdul Wahab ADO

Les Béninois consomment en grande quantité le riz importé notamment en provenance de la Thaïlande. Car, selon les statistiques annuelles sur le commerce international, au nombre des principaux produits à l'importation en 2021, le « riz » est le plus importé de l'Inde (72,6%), des Emirats Arabes Unis (60,7%) et de la Thaïlande (96,4%). Quant aux produits achetés auprès de ces pays en 2021, le « riz » (309,3 milliards de FCFA) et les « huiles de pétrole... » (138,0 milliards de FCFA) occupent respectivement la première et la deuxième place. Le rapport renseigne que le riz fait partie des principaux produits achetés auprès des dix principaux partenaires en 2021. Si le riz s'importe mieux vers les pays d'Asie, les médicaments et les voitures sont plus achetés en Europe. L'Asie concentre 46,6% des importations de marchandises du Bénin provenant du reste du monde en 2021, occupant ainsi la première place devant l'Europe (31,2%) et

l'Afrique (17,6%). Dans la part provenant de l'Afrique, la CEDEAO enregistre 11,4%. Seulement 6,4% des importations de marchandises du Bénin viennent des Etats de l'UEMOA. Le Togo (66,6%), la Côte d'Ivoire (20,7%) et le Sénégal (7,2%) sont les plus grands fournisseurs du Bénin. Globalement, les importations de marchandises du Bénin en provenance de ces dix principaux partenaires ont connu un rebond de 31,6% au cours de la période 2020-2021. A contrario, un repli (-13,8%) a été enregistré entre 2018-2019. Il faut préciser que les dix principaux produits achetés à l'extérieur totalisent 51,3% de la valeur des importations du Bénin en 2021. Le « riz », acheté pour un montant de 355,9 milliards de FCFA est le principal produit importé en 2021. Toutefois, l'achat dudit produit a connu une hausse de 57,7% en 2021 par rapport à 2020. En termes de structure des échanges en 2021, les « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux... » (10,0% des importations totales) et les « médicaments... » (3,8%



des importations totales) sont les produits principalement demandés après le riz (19,3% des importations totales). Les dix principaux produits achetés du reste du monde représentent 51,3% des importations, plaçant le « riz » en tête suivi des « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux... ». Les importations de marchandises ont évolué de 21,7% en 2021 par rapport à 2020. En 2021, les acquisitions de marchandises à l'extérieur, réalisées par le Bénin sont évaluées à 1 846,8 milliards de FCFA, en hausse de 21,7% par rapport à 2020. Les groupes de produits ayant contribué à cet accrois-

sement des importations en 2021 sont : les « céréales » (+9,1 points de pourcentage), les « voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires » (+3,3 points de pourcentage), le « fonte, fer et acier » (+1,9 point de pourcentage) et les « machines, appareils et matériels électriques et leurs parties... » (+1,4 point de pourcentage). L'analyse des statistiques montre que la balance commerciale est en déficit continu sur la période 2001-2021 en passant de 190,1 milliards de FCFA à 1065,7 milliards de FCFA.

On note une augmentation du déficit commercial de 24,3% en 2021 par rapport à 2020. Il convient de noter l'amélioration continue du déficit commercial entre 2017-2020. En 2021, les soldes commerciaux entre le Bénin et les différents continents du monde sont déficitaires. Le solde commercial entre le Bénin et les autres pays de la CEDEAO est déficitaire.

Les autres produits importés au Bénin en 2021

Les « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux... » sont les produits les plus importés du Nigéria (29,0%), de l'Inde (16,0%), de la Belgique (12,9%), des Emirats Arabes Unis (12,1%) et du Togo (12,1%). Aux Etats Unis, le Bénin a acheté en 2021, les « voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport » (43,5%). En France, les principaux biens achetés en 2021 sont : les « médicaments... » (27,0%), les « transformateurs électriques... » (5,0%) et les « viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou

congelés... » (4,2%). Parmi les dix (10) principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2021, figurent le Togo et le Nigéria pour le continent africain. Le Togo, a fourni principalement au Bénin, le « coke de pétrole, bitume de pétrole... » (19,6%) et les « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux... » (12,1%) au Bénin. Quant au Nigéria, il a fourni principalement à notre pays, l'« énergie électrique » (45,7%) et les « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux... » (29,0%).

La production du riz béninois en souffrance

Avec cette part importante des importations du riz asiatique, la production du « riz made in Benin » serait en difficulté. En effet, malgré les réformes initiées pour accroître la culture et la consommation locale, d'autres défis doivent être relevés pour booster non seulement la production locale mais permettre à ce que le riz produit localement soit de meilleure qualité que le riz importé.

Renforcement du potentiel de croissance

La Banque Mondiale alloue plus de 100 milliards FCFA au Bénin

La Banque mondiale a approuvé un financement de 150 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) au profit du Bénin, soit plus de 99.6 milliards FCFA. C'était le mercredi 21 septembre 2022 à Washington.

● Bidossessi WANOU

Aider le gouvernement du Bénin à renforcer l'autonomisation des femmes et des filles, élargir l'accès à une énergie fiable et durable et améliorer la gestion fiscale et de la dette. Ce sont les objectifs visés par la Banque Mondiale qui vient d'allouer un financement de 150 millions de dollars, l'équivalent de 99.6 milliards FCFA au Bénin. Ceci, au titre de la seconde opération d'appui des politiques de développement destiné à financer des réformes pour améliorer le potentiel de croissance forte et inclusive du Bénin, à travers notamment la participation active des femmes à la vie sociale et économique. Selon l'institution de Breton Woods, lesdites réformes aideront les jeunes filles à achever leurs études secondaires, grâce à l'enseignement des compétences de vie, et l'État à supprimer les obstacles à l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive ainsi que renforcer les mécanismes de pré-



● Banque Mondiale

vention des violences liées au genre. Le renforcement de la résilience du réseau électrique, la promotion d'une politique incitative de frais de connexion et de nouveaux textes susceptibles de favoriser l'efficacité énergétique sont prévus. Ce financement est conçu en alignement avec le PAG 2021-2026, et le plan national de développement (2020-2025) dont l'un des piliers essentiels est la réduction de la fécondité pour tirer parti du dividende démographique, a expliqué la Banque mondiale dans un communiqué de presse. « Il s'inscrit également dans

le cadre de partenariat de la Banque avec le Bénin dont les axes d'intervention sont : la transformation structurelle de l'économie pour la compétitivité et la productivité, le renforcement du capital humain et le soutien pour la résilience et la réduction de la vulnérabilité face au changement climatique », a-t-elle ajouté. Avec ce fonds, le Bénin pourrait également peaufiner la réforme de sa politique fiscale et gérer efficacement sa dette. Responsable des opérations de la Banque pour le Bénin, Atou Seck a précisé que « ce financement permettra au pays de

mettre à échelle les réformes nécessaires pour la transformation structurelle de l'économie et le bien-être des populations ». A l'en croire, « le Bénin a accompli des progrès importants en matière d'autonomisation des femmes et des filles grâce à des réformes courageuses entreprises par le gouvernement. Ces réformes permettent sans aucun doute de libérer les énergies des millions de femmes et de filles qui ne pouvaient participer activement à la vie sociale et économique ». Le pays a pris également de nombreuses initiatives ces dernières années pour la promotion de la femme. La législation et les juridictions sont mises à contribution, ce qui a permis de porter de 12,1 % en 2020 à 13,7 % en 2021 les crimes sexistes connus par la justice. En clair, l'environnement juridique et législatif en place au Bénin a rehaussé l'image de la femme. Le secteur de l'énergie enregistre lui aussi des efforts significatifs avec la mise en place d'un cadre institution-

nel et réglementaire adéquat pour l'augmentation de la participation privée dans le secteur de l'énergie, notamment les énergies renouvelables et l'adoption de la Politique Nationale de Maîtrise de l'Énergie. A propos, Romuald Wadagni, ministre d'État, ministre de l'économie et des finances justifie : « les réformes structurelles dans le secteur de l'énergie permettront d'augmenter significativement l'accès à l'électricité de la population notamment dans les zones rurales, en rendant la distribution d'électricité moins onéreuse et plus résiliente aux chocs climatiques. Ces réformes sont nécessaires pour améliorer le potentiel d'une croissance plus élevée et plus inclusive d'autant qu'elles créent les conditions d'investissements privés structurants ». Selon le Ministre d'État, ce nouvel appui de la Banque Mondiale soutiendra et renforcera la progression du Bénin vers une économie à revenu intermédiaire supérieur.

A propos de l'IDA

Fondée en 1960, l'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Ceci, à travers des dons et des prêts à taux faible ou nul pour financer des projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'IDA est l'un des principaux bailleurs de fonds des 76 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 en Afrique. Les ressources de l'Association permettent d'impacter positivement la vie de 1,6 milliard de personnes dans les différents pays éligibles à son aide. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités de développement dans 113 pays. Le volume annuel de ses engagements est en constante augmentation et s'est élevé en moyenne à 21 milliards de dollars au cours des trois dernières années. L'Afrique à elle seule a capté 61 % environ de ce montant.

Investissements publics et privés

Travaux d'élaboration du PNIASAN 3^{ème} génération

L'élaboration du Plan National d'Investissements Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), 3^{ème} génération a démarré hier jeudi 22 septembre 2022 à Cotonou. C'est le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Gaston Cossi Dossouhoui qui a conduit la cérémonie en présence d'acteurs non étatiques et de partenaires techniques et financiers.



● Bidossessi WANOU

Avec un apport de près de 30% au Produit intérieur brut du Bénin, le secteur agricole occupe une place de choix et mérite des investissements plus structurants. Ainsi, les investissements publics et privés destinés à renforcer la production agricole devraient s'aligner sur les objectifs de l'Etat et concorder avec le cadre réglementaire. C'est ce qui justifie un Plan National d'Investissements Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN). Ledit document qui s'inscrit dans la planification décline le Plan Stratégique de Développement du Secteur agricole (PSDSA) sur la période 2022-2025 et constitue le cadre d'internalisation et d'opérationnalisation des priorités du PAG 2021-2026. «Cadre de planification et de coordination stratégique pour le secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche-aquaculture et la sécurité alimentaire, le PNIASAN a pris en compte les préoccupations, les acquis, les besoins additionnels de financement à couvrir pour assurer l'investissement dans le secteur agricole et son fonctionnement sur la période 2017-2021», a précisé Gaston Cossi DOSSOUHOUI, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche à propos de la deuxième génération du PNIASAN. Sa mise en œuvre a favorisé une amélioration des rendements de productions végétale, animale, halieutique et aquacole, une meilleure coordination des interventions dans le secteur, un financement accru des chaînes de valeurs, la réalisation du recensement

national de l'Agriculture et les enquêtes de statistiques agricoles. Environ 890 milliards ont été mobilisés au cours de la période concernée, ceci malgré les impacts liés à la fermeture des frontières du Nigéria et la pandémie de la Covid-19. En raison du contexte de la 3^{ème} génération, la reprise post-Covid-19 et le conflit russo-ukrainien qui a des répercussions sur l'économie mondiale, le nouveau plan devra s'accorder avec le PSDSA 2022-2026 et plus particulièrement le Programme d'Actions du Gouvernement 2021-2026. C'est à juste titre que des chantiers tels que la sédentarisation, la restructura-

tion des fermes d'État, le renforcement de la disponibilité et de l'accessibilité aux intrants et aliments animaux et halieutiques, les plantations et grandes cultures, les aménagements hydroagricoles avec maîtrise totale d'eau, la mécanisation agricole, la prise en compte des objectifs des zones économiques spéciales (ZES) en matière de développement de l'agro-industrie, l'organisation autour des filières pour leur contribution au financement des priorités, le renforcement de la résilience des exploitations et entreprises agricoles, la valorisation des investissements du PAG 1 y ont été pris en compte. Pour l'atteinte des objectifs, les PFT restent mobilisés aux côtés du Bénin. Chef de file des PTF du secteur agricole, Jean HUCHON, a suggéré des approches susceptibles de faciliter la mobilisation des ressources à travers la mise à jour des indicateurs du secteur, la gestion durable des terres et l'agro écologie. C'est donc conscient de ces différents défis que le comité d'élaboration du PNIASAN 3^{ème} génération a été installé.



Formation supérieure

Remise de diplômes aux étudiants de l'IUMA

La Maison des jeunes et loisirs de Goho à Abomey a servi de cadre le 03 septembre 2022 à la remise des diplômes de Licence et Master à l'interne aux étudiants de l'Institut Universitaire des Métiers d'Avenir (IUMA). C'était en présence de plusieurs personnalités. Sa Majesté dada Kpannan Adoukonou AGONGLO a été l'invité d'honneur de l'Institut universitaire des métiers d'avenir (IUMA).



● Falco vignon

L'Institut Universitaire des Métiers d'Avenir vient de mettre sur le marché de l'emploi, de nouveaux diplômés. Ils sont au total, 24 étudiants dont 17 à l'IUMA de Lokossa à recevoir leur diplôme de Licence ou Master. A l'occasion de la remise des parchemins, le président de l'IUMA et fondé de l'IUMA, Jacques Edjrokinto a fait savoir que « la vocation de l'Institut Universitaire des Métiers d'Avenir est de promouvoir des jeunes cadres du Bénin et de la sous-région en leur offrant des formations de qualité axées sur les programmes officiels dans les filières porteuses. Il vise à assurer une formation de haut niveau au profit des jeunes bacheliers, des universitaires et des cadres des entreprises publiques et privées ou autres institutions ». Pour le professeur Jacques Edjrokinto, leur vision de développement est de faire de l'IUMA, une grande université à vocation panafricaine et mondiale de référence, une institution d'excellence pour la formation et qui contribue, par la qualité de ses services, à mettre sur le marché des cadres compétents, des employés modernes et compétitifs sur le marché mondial. « L'Institut Universitaire des Métiers d'Avenir (IUMA) se veut l'une des meilleures universités privées du Bénin à rayonnement international, contribuant au développement économique et social du Bénin et de l'Afrique à travers des formations de

qualité et dans un processus d'amélioration continue de la main d'œuvre et de l'intelligence humaine et technologique ».

Pour le Maire d'Abomey, Antoine Djédou, les étudiants ont fini un parcours de formation après trois ans pour les uns et cinq pour d'autres pour l'obtention de la licence professionnelle et du master en Sciences économiques et de gestion dans plusieurs filières telles que la Gestion des ressources humaines, les Transport et Logistique, le Marketing Communication et Commerce et enfin en Finance Comptabilité et Gestion. L'autorité communale a remercié l'IUMA pour sa contribution dans le développement du Bénin et plus précisément à Abomey à travers les enfants qu'ils forment. Pour ailleurs, il faut préciser que la cérémonie de remise des diplômes aux étudiants de IUMA s'est déroulée en présence des honorables MAMA Sanni et Gildas AGONKAN, du Maire d'Abomey monsieur Antoine Louis Djedou, de plusieurs têtes couronnées

et de Jacques EDJROKINTO président de IUMA. Plusieurs bourses d'études ont été offertes par l'institut aux nouveaux bacheliers.

Bref aperçu de l'IUMA

L'Institut Universitaire des Métiers d'Avenir a été créé et autorisé en 2010. Il a ouvert et rendu opérationnel le Centre International des Classes Préparatoires (CICP IUMA). Le CICP IUMA est en partenariat avec de grandes écoles d'ingénieurs d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. En effet, l'objectif du CICP IUMA est de permettre aux jeunes bacheliers, aux étudiants de toute nationalité de suivre sur place, sur deux années, la première partie de leur formation d'ingénieur dans ses classes préparatoires. Ils poursuivent avec la deuxième partie de la formation sur trois années dans des écoles d'ingénieur partenaire que sont : EURO GRADUATION ACCESS en France, Ecole Supérieure Privée d'Ingénierie et de Technologie(ESPRIT) en Tunisie, Université Privée de Gestion en Suisse, Sup Management à Fès au Maroc. L'IUMA offre des bourses aux étudiants. La bourse de l'IUMA est une réduction de 50% sur les frais de scolarité. La validité des bourses est de 3 ans niveau licence et 2 ans pour le master. L'étudiant perd sa bourse en cas de redoublement. Des bourses d'études ont été octroyées à plusieurs étudiants.



**GALA DES 100 ENTREPRISES
LES PLUS DYNAMIQUES DU BENIN**
Edition 2022

En Direct **Sur ORTB**
ET 3 Chaines TV en **AFRIQUE**

**EVENEMENT MAJEUR
DE PROMOTION
DES ENTREPRISES**

05 *Novembre*

BENIN Royal HOTEL

PRÉSIDÉ PAR SON EXCELLENCE **ABDOULAYE BIO TCHANÉ**
MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Célébrons la Performance
et l'Innovation

Les 100 entreprises les plus dynamiques du Bénin célébrées le 05 novembre prochain

Sous la présidence du ministre d'Etat chargé du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, Abdoulaye Bio Tchané, le Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES organise à Cotonou, à « Bénin Royal Hôtel » le 05 Novembre 2022, la plus prestigieuse cérémonie de distinction en Afrique, dénommée « GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU BENIN ». Une initiative qui, depuis 10, décerne la Palme du Dynamisme et de l'Innovation aux entreprises africaines sur la base des critères de l'expertise de l'entreprise, l'innovation, la capacité de pénétration du marché et l'impact de l'activité sur l'économie. Pour cette édition qui se tient au Bénin, un vaste éventail d'entreprises est désigné. Selon les organisateurs, il s'agit d'entreprises issues de différents secteurs et industries, allant des jeunes start-ups audacieuses à de grandes entreprises présentes dans plusieurs pays. « Une véritable indication que des entreprises de toutes formes et tailles peuvent connaître la croissance et la réussite dans l'Afrique d'aujourd'hui et doivent être reconnue », soutiennent-ils.

Devenue "une tradition très attendue", ce prestigieux événement qui met en valeur les efforts et succès des entreprises locales, leur offre de la visibilité au niveau international afin d'encourager les initiatives particulièrement significatives de la performance économique, pour l'étape du Bénin, est soutenu par plusieurs partenaires, notamment le PNUD.

« Le Gala des 100 Entreprises les Plus Dynamiques » va récompenser le 05 Novembre 2022 au « Bénin Royal Hôtel » les entreprises béninoises identifiées comme les plus dynamiques, les plus performantes et les plus compétitives lors d'une soirée qui verra la participation des autorités béninoises, organisations professionnelles, ambassadeurs, organismes et partenaires au développement, décideurs et chefs d'entreprises. Il importe de noter que ce prestigieux événement a été un pari réussi dans plusieurs pays africain comme le Togo, le Burkina, le Sénégal, le Gabon, le Bénin, le Mali, la Guinée et le Niger avec 17 éditions déjà réalisées.

L'innovation majeure

Avec pour thème « Bénin émergent, économie prospère et compétitive », cette remise de trophée fait l'objet d'une communication forte sur des chaînes internationales (France24, TV5, Canal+ Sport2, Canal+ Sport3 Canal+ Cinéma, Canal+ Action, Canal+ Comédie) et elle connaîtra une retransmission en direct sur la ORTB du Bénin, Canal 3 Bénin, 2STV du Sénégal, la Savane TV du Burkina Faso et MandéTV du Mali, le 05 novembre.